
Brèves économiques et financières

Semaine du 18 au 24 janvier 2019

Résumé :

- P.Guedes souhaite baisser l'imposition sur les bénéfices des entreprises de 34 à 15%, compensée par une taxation des revenus du capital
- Malgré des résultats décevants en 2018, la confiance des industriels est en hausse
- L'indépendance de la Banque Centrale fait partie des objectifs du gouvernement sur les 100 premiers jours de mandat
- Evolution des marchés du 18 au 24 janvier 2019

P.Guedes souhaite baisser l'imposition sur les bénéfices des entreprises de 34 à 15%, compensée par une taxation des revenus du capital

Le ministre de l'Economie, Paulo Guedes, a confirmé la volonté du gouvernement de faire passer l'imposition sur les entreprises de 34% à 15%, comme il était prévu dans le programme de campagne électorale. Aujourd'hui, il existe deux impôts sur les bénéfices : l'impôt sur le revenu pour les entreprises, à hauteur de 25%, et la contribution sociale sur les bénéfices de 9%.

Au sommet de Davos, P.Guedes justifie cette baisse de l'imposition sur les bénéfices des entreprises par une quête de compétitivité, prenant l'exemple des Etats-Unis où le taux d'imposition est à 20%. **Pour compenser budgétairement, le ministre de l'économie a annoncé vouloir taxer le capital, en imposant les dividendes et les intérêts sur capitaux propres.**

Malgré des résultats décevants en 2018, la confiance des industriels est en hausse

D'après la Fondation Getulio Vargas, la confiance des acteurs du secteur industriel est en hausse d'en décembre 2018, et s'établit à 97,6 points. Si le niveau de l'indice est en dessous de la barre des 100 points, ie. encore dans la zone de perception considérée « pessimiste », il a augmenté de 2 points depuis le mois d'août, et ce malgré des résultats décevants au second semestre.

La production industrielle est en effet peu dynamique sur la fin d'année : elle n'avait augmenté que de +0,1% en novembre par rapport au mois précédent, et le mois de décembre devrait également connaître une faible activité. Par exemple, la production d'acier, indicateur avancé de la production industrielle, est en baisse de -2,0% par rapport à novembre d'après l'institut de l'acier brésilien (IABr).

Si la demande domestique a été peu dynamique en 2018, la faiblesse de la production industrielle sur le second **semestre s'explique également par la baisse de la demande externe, et notamment par la crise argentine.** En effet, en 2018, l'Argentine est le 3ème client du Brésil et 91% des exportations étaient des produits manufacturés. Or, les exportations de produits manufacturés vers l'Argentine ont baissé de -17% par rapport à 2017. Le secteur le plus touché est le secteur automobile : les ventes d'automobiles ont baissé de -20% par rapport à 2017 alors qu'elles représentent 26% des exports vers l'Argentine (45% quand on considère les pièces de rechanges, les tracteurs, les camions...) et 10% de la production totale du Brésil.

L'indépendance de la Banque Centrale fait partie des objectifs du gouvernement sur les 100 premiers jours de mandat

Le gouvernement a annoncé 35 objectifs pour ses 100 premiers jours de mandat. Le ministère de l'économie axe ses objectifs sur la lutte contre la fraude des bénéficiaires d'avantages sociaux et l'intensification de l'insertion dans le commerce international. Le ministère des affaires étrangères souhaiterait une baisse des tarifs douaniers au sein du Mercosul.

Surtout, l'un des objectifs de ces 100 premiers jours serait l'indépendance de la Banque Centrale, mesure forte que P.Guedes avait annoncée lors de la campagne. L'objectif est de la faire évoluer de son autonomie opérationnelle de facto actuelle vers l'indépendance afin de donner une marge de manœuvre importante pour entreprendre par la suite d'autres réformes structurelles. Jusqu'à présent, le Conseil Monétaire National, formé par le gouverneur de la BC et les responsables des Finances et du Plan, fixe la cible d'inflation et le seuil de tolérance. L'objectif final de la politique monétaire est donc défini, dans une large mesure, par le pouvoir politique. Le gouvernement s'engage publiquement à ne pas y interférer, mais cela reste une convention. L'autonomie de la BCB n'est pas inscrite dans la loi, ce qui implique que l'équipe dirigeante (gouverneur et directeurs) n'a pas une durée de mandat formelle et peut à tout moment être renvoyée et remplacée sur décision du pouvoir exécutif.

L'indépendance proposée par Guedes, quant à elle, donnerait à la BCB une indépendance institutionnelle par rapport au gouvernement. Bien que soumise au contrôle du pouvoir législatif, l'équipe dirigeante ne serait pas nommée par l'exécutif et son mandat ne coïnciderait pas avec le cycle électoral. Si le processus de nomination reste à définir, la BCB aurait toute discrétion non seulement pour atteindre la cible opérationnelle (taux d'intérêt, réserves bancaires,...), mais aussi pour décider le niveau des objectifs finaux (inflation, taux de change,...).

Evolution des marchés du 18 au 24 janvier 2019

Indicateurs ¹	Variation Semaine	Variation Cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+2,3%	+10,2%	97 169
Risque-pays (EMBI+ Br)	-5pt	-31pt	245
Taux de change R\$/USD	+0,3%	-0,5%	3,77
Taux de change R\$/€	-0,5%	-0,9%	4,26

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Rédacteurs : Julio RAMOS-TALLADA-Conseiller Financier ; Vincent GUIET-adjoint.

¹ Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Bloomberg.